COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

N° 3 — 20 juin 1985

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

PSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSCPSC

Le temps presse. Il n'est pas trop tard.

DIRECTIVES POUR UNE "AUSTERITE" RENFORCEE

Le gouvernement MITTERRAND-FABIUS-CREPEAU prépare le budget 1986. Dans sa totalité, comme dans ses différents chapitres, il sera soumis au cours du dernier trimestre de 1985 à l'Assemblée Nationale. Ce budget sera le dernier budget de la législature. Or, comme on le sait, le budget c'est l'expression concentrée de la politique que suit le gouvernement.

Dès le 10 avril, le premier ministre adressait aux différents ministères ses directives. Pour prendre un exemple, dans sa lettre au ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, FABIUS écrit :

> "Compte tenu de l'évolution de la charge de la dette et de l'effet des allègements fiscaux, une très grande rigueur dans la gestion de la dépense publique est indispensable."

Et les directives pleuvent :

> "Les dépenses de fonctionnement (hors dépenses de personnel) seront réduites de 3 % en francs courants" ... "Vous calculerez les autorisations de programme concernant votre ministère sur la base d'une diminution moyenne de 15 % en francs courants."

La même orientation devra être suivie en ce qui concerne les crédits d'aide et d'intervention.

> "Vous procéderez à une véritable révision en profondeur des services votés avec le souci de dégager des économies en paiement de l'ordre de 15 % sur toutes les rubriques ne répondant pas à des dépenses absolument inéluctables au sens strict du terme".

Le personnel des ministères doit supporter sa part de "la rigueur" :

> "La poursuite de la modernisation de notre administration doit permettre une nouvelle amélioration de notre productivité et rendre possible une mise en réserve des effectifs de 1 %" ... "La pause catégorielle sera maintenue en 1986".

Telles sont quelques unes des directives données à un ministère pour établir un budget "d'austérité" renforcée. A tous les ministères, de semblables directives ont été adressées. A tous les ministères et sur tous les postes ? Ce n'est pas sûr. Qu'en est-il des budgets de l'armée, de polices et autres ?

QUE CHERCHE MITTERRAND

Voilà comment, en 1985, le gouvernement MITTERRAND-FABIUS-CREPEAU prépare

1986, après que les élections à l'Assemblée Nationale auront eu lieu : offensive redoublée sur tous les terrains contre la population laborieuse et la jeunesse, contre le pouvoir d'achat, les conditions de travail, l'emploi, la sécurité sociale, l'enseignement, la santé, le logement, etc...etc... Le tout devant être intégré à la régionalisation-décentralisation dont l'objectif premier est de disloquer les conquêtes de la population laborieuse, ses organisations et, combinés aux lois AUROUX, d'avancer en direction du corporatisme, dans la soumission totale aux intérêts du capital.

D'ailleurs, "La lettre de l'Expansion" généralement bien informée, datée du 3 juin 1985, explique :

> "François MITTERRAND -qui continue de recevoir beaucoup d'amis personnels- vient de confier à l'un d'entre eux qu'il éprouvait une certaine lassitude devant le comportement du Parti Socialiste. Il se plaint d'avoir eu à lui imposer la proportionnelle départementale. Il regrette que la plupart des leaders du P.S. ne tirent pas les conclusions de la rupture -durable aux yeux du Président- de l'union de la gauche par le parti communiste. Si les socialistes veulent rester au pouvoir -ou y revenir très vite après 1986- ils doivent se mettre en état de gouverner avec une fraction significative de l'actuelle opposition, confie de Chef de l'Etat en privé. Or, seul FABIUS, lui, paraît avoir compris cela et agir en conséquence.
>
> La France est entrée pour longtemps, estime MITTERRAND, dans une période de modernisation, qui ne sera pas facile à faire accepter. Il faut donc que les socialistes y contribuent. Tout retrait durable dans l'opposition serait un handicap pour cette opération.
>
> En ce qui concerne son avenir personnel à la tête de l'Etat, le président laisse percer quelques incertitudes mais ne cache pas qu'il fera tout le possible pour rester à l'Elysée ou les français l'ont élu pour sept ans. Si les socialistes eux-mêmes ne le comprennent pas, eh bien, il faudra s'organiser sans eux. On ira chercher un peu partout des personnalités ayant une sensibilité sociale et moderniste (Jacques DELORS, Bernard STASI et Simone VEIL sont des noms que l'on cite volontiers à l'Elysée)".

Ce sont les projets de MITTERRAND. Qu'ils réussissent, ou plus exactement que MITTERRAND réussisse à s'accrocher à la présidence de la République, est une autre chose. Le plus probable au cas où les partis et hommes politiques de la bourgeoisie reprendraient la majorité à l'Assemblée Nationale est que MITTERRAND devrait se démettre. En attendant, dans la logique de la politique suivie depuis 1981, MITTERRAND se soumet d'ores et déjà totalement. Il prépare, délibérément, consciemment le retour au pouvoir des partis du capital.

IL N'EST PAS TROP TARD

Le temps presse, mais il n'est pas trop tard. Et tant que cela restera possible, nous ne cesserons de répéter :

Il y a toujours une majorité de députés du P.S. et du P.C.F. à l'Assemblée Nationale. Ils pourraient décréter : l'Assemblée Nationale est souveraine. Un autre gouvernement, un gouvernement émanant de l'Assemblée Nationale qui réponde devant elle et applique une politique faisant droit aux revendications et résolve la crise. Tout ce qui va dans ce sens est positif.

Pour arracher la satisfaction des revendications, il est nécessaire que dans les entreprises, les corporations se réalise l'unité des organisations syndicales : qu'elles appellent les travailleurs de ces entreprises, de ces corporations à aller exiger, tous ensemble, notamment à l'occasion de la discussion des budgets et du budget, des députés du P.S. et du P.C.F. qu'ils décident : les revendications doivent être satisfaites. Il faut ouvrir la voie à la réalisation dans l'unité d'une manifestation à un million et plus à l'Assemblée Nationale pour exiger des députés du P.S. et du P.C.F. : faites ce pourquoi nous vous avons élus.

• • •

Combat pour le Front Unique Ouvrier: l'enjeu.

1er MAI - 6 JUIN 1985 : 5 SEMAINES DE BOUZILLE

Manifestations syndicales du 1er mai... manifestation C.G.T. des travailleurs de Renault (10 mai)... appel du SNES à une journée de grève pour les surveillants (14 mai)... manifestations et lâchers de ballons dans les gares SNCF tout au long du mois à l'appel du SNI, de la FCPE, de la CFDT... manifestations de la C.G.T. à Ivry contre l'évacuation de S.K.F. par la police, meeting avec la présence de MARCHAIS (28 mai)... manifestation de la FEN et de ses syndicats le 29 mai à Paris... manifestation du SNETP-CGT le 31 mai à Paris... opération de commando, le 5 juin, de la C.G.T. à la S.K.F. et manifestations violentes à Ivry.

Le nombre élevé de ces "initiatives" -pour ne citer que les principales- est remarquable. Tout aussi remarquable est le fait que les travailleurs, dans leur grande masse, étaient absents de ces "actions" : manifestations du 1er mai encore plus désertes que les autres années, manifestations numériquement réduites de la CGT-Renault, de même les manifestations des syndicats enseignants. De ce point de vue, la manifestation commando de la CGT à la S.K.F. en est l'expression carricaturale : parmi la centaine de "travailleurs" venant réoccuper "leur" usine contre les CRS, il y avait... un seul travailleurs de la S.K.F. ; les autres étaient des permanents de la CGT, du PCF et des mairies PCF alentours.

Inévitablement, la masse des travailleurs s'interroge : quels sont les enjeux de ces "actions" ?

CE QUE FONT LES DIRIGEANTS SYNDICAUX

A Renault, après les grèves tournantes et les mouvements partiels (mars et avril), la direction de la CGT accentue les manoeuvres de division et de dislocation : à l'annonce du déficit de Renault pour 1984, elle prend, seule, l'initiative d'une "grande manifestation à Paris" le 10 mai. Aucune unité n'est proposée aux autres syndicats, le personnel n'est pas consulté. Il s'agit d'un contre-feu, d'une "journée d'action"... Comme prévu, peu de travailleurs participent à cette manifestation. La presse titre alors : "échec pour KRASUCKI".

Mais cet "échec" a été voulu, préparé par la direction de la CGT, KRASUCKI annonçant lui-même "nous serons 10 000"... pour une entreprise de 100 000 travailleurs. Il y en eut donc moins de la moitié. En réalité, ce n'est pas un échec : 15 jours après, le nouveau PDG, BESSE, pouvait annoncer 21 000 nouvelles suppressions d'emplois. Les réactions de SAINJON, responsable de la CGT-métallurgie, seront extrêmement mesurées (certains journaux écriront même : "assez favorable").

Dans l'Education Nationale, l'action syndicale "culmine" avec la manifestation du 29 mai à Paris. S'agit-il d'organiser le combat efficace contre la politique anti-scolaire du gouvernement ? Pas du tout. L'éditorial de "L'enseignement public" -journal de la FEN- d'avril-mai 1985, qui se termine par l'appel à "répondre massivement aux consignes d'action de vos syndicats, dans le cadre de la FEN, en ce mois de mai 1985", cet éditorial commence en ces termes :

> "Il nous sied que l'on parle de l'école publique car elle mérite d'être mieux connue. Nous soutenons donc l'initiative du Ministre de l'Education Nationale concrétisée par la campagne ferroviaire "Vive l'école !"...".

Et c'est signé : Jacques POMMATEAU.

Le SNES ainsi que les autres syndicats de la FEN dirigés par le PCF participaient également à cette "action" du 29 mai.

A Renault, comme dans l'Education Nationale, comme ailleurs, ce que font les dirigeants syndicaux c'est exactement le contraire de ce qu'il faudrait faire :

- contre la nécessaire unité, ils organisent la division et l'émiettement ;

- contre la manifestation à l'Assemblée Nationale, ils organisent des manifestations partout... sauf à l'Assemblée Nationale ;

- contre la grève générale, ils organisent les journées d'action ;

- contre la démocratie ouvrière, ils prétendent imposer aux syndiqués, aux travailleurs, leurs décisions d'action.

DANS QUELS BUTS

A Renault, il s'agissait, dans un premier temps, de permettre à la direction d'annoncer les licenciements : c'est maintenant chose faite. Il reste maintenant à les mettre en oeuvre : ce sera beaucoup plus difficile, même avec l'aide de la direction de la CGT. La direction de Renault compte donc également sur le projet des C.F.R. (Congés Formation Recherche d'emploi) conçu comme une "transition" vers le chômage définitif pour faire "passer" les licenciements. C'est là qu'interviennent les dirigeants de FO et de la CFDT, favorables au principe des C.F.R. imaginés par le gouvernemnt, mais inquiets des réactions des militants depuis qu'en décembre 1984 ils durent renoncer à signer les accords sur la flexibilité du temps de travail, et hésitent à s'engager rapidement.

Cela dit, les échéances se rapprochent : dans les entreprises sous-traitantes de l'industrie automobile, c'est 25 000 suppressions d'emplois qui sont programmées. Début septembre, Ducellier va licencier 2380 travailleurs, preque tous condamnés au chômage définitif. Plutôt que d'engager le combat uni contre les licenciements et d'ouvrir la perspective de l'expropriation des entreprises, les dirigeants de FO et de la CFDT ont pris l'initiative d'écrire aux dirigeants patronaux de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (principale fédération du CNPF) pour... négocier une "formation" pour les licenciés, du type CFR, comme transition vers un chômage dont les dirigeants syndicaux eux-mêmes savent qu'il sera définitif.

Début de ces "négociations" : le 4 juin.

La même direction de Force Ouvrière, avec celle de la CGC, vient de signer avec le patronat de l'intérim, durant ce même mois de mai, un remarquable protocole d'accord : il est prévu plusieurs "assouplissements" des conditions de recours à l'intérim, c'est-à-dire des allongements de la durée des missions d'intérim : les contrats de "date à date" pourront redoubler, et les contrats, limités à 6 mois jusqu'à aujourd'hui, pourront, dans certains cas, être portés à 12 ou 18 mois !

Il reste au gouvernement, ainsi devancé par FO et la CGC, à faire modifier la loi...

Dans l'Education Nationale, il ne s'agit pas seulement pour les dirigeants syndicaux de "laisser passer" des mesures anti-scolaires en organisant des contre-feux ; il s'agit de la prise en charge directe des mesures gouvernementales. L'un des 3 objectifs assignés par la FEN à la manifestation du 29 mai était "la transformation" du "service public de l'éducation" ce qui est l'exigence même du patronat, du gouvernement et de la hiérarchie catholique.

C'est ainsi que le 22 mai, FABIUS annonçait un projet de réforme de l'enseignement technique : sous couvert de 'prolongation" de la scolarité et de la création d'un pseudo "baccalauréat professionnel" qui n'aura de baccalauréat que le nom, il s'agit de la mise en place de l'alternance des élèves entre l'école et l'entreprise et de la prise en charge des enseignants par des "professionnels", c'est-à-dire par le patronat lui-même. Dix milliards de francs seraient consacrés à cette opération.

La FEN qualifie aussitôt ce projet d'"incontestablement positif" et demande l'"ouverture de discussions" pour la réalisation du projet gouvernemental.

PAS DE NEUTRALITE POLITIQUE POSSIBLE

Pourtant, le combat efficace et victorieux est possible :

- préparation unitaire et active de la grève générale des travailleurs de tous les établissements et usines de la Régie Renault ;

- préparation unitaire et active d'une manifestation monstre de tous les travailleurs de la Régie Renault à l'Assemblée Nationale pour "aucune suppression d'emploi, pas de démantèlement".

L'organisation d'une conférence ouvrière et démocratique de tous les travailleurs de chez Renault est nécessaire et possible. A cette conférence devrait participer les délégués élus, mandatés en Assemblées générales d'atelier, d'établissement de toutes les entreprises du groupe et des représentants des organisations syndicales. Cette conférence associerait tous les travailleurs de chez Renault, assurerait l'unité, permettrait qu'ils contrôlent la préparation et la direction du combat.

Dans l'Education Nationale, il faut réaffirmer :

- abrogation immédiate de toutes les lois anti-laïques ;

- abrogation immédiate des lois et décrets de décentralisation ;

- tous les moyens et crédits à l'école publique et à elle seule.

Là aussi, il s'agit d'engager la préparation de l'action sur la même ligne politique que chez Renault : préparation unitaire de la grève de l'Education Nationale, préparation d'une manifestation de tous les enseignants à l'Assemblée Nationale, à partir de l'organisation d'une conférence ouvrière et démocratique.

Voilà l'orientation que les reponsables syndicaux appliqueraient s'ils étaient indépendants du gouvernement, de l'Etat et de la bourgeoisie. C'est sur cette orientation qu'il faut combattre et prendre toute les initiatives qu'il est possible de prendre.

Jamais n'a été plus actuel ce que L. TROTSKY a écrit sur "les syndicats à l'époque impérialiste" et sur quoi il faudra revenir :

> "Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettant plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire, devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.
>
> La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre "démocratie" bourgeoise.
>
> De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive dans l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant et devient dans un certain sens même révolutionnaire".

C'est à partir de ce processus qu'il faut comprendre la politique actuelle des dirigeants des syndicats : permettre et faciliter le retour des partis bourgeois

en 1986 pour prolonger l'existence de la Ve République, assurer la survie du système capitaliste.

C'est là leur volonté. Mais pour le moment rien n'est joué. Il y a toujours une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale. La question de la grève jusqu'à satisfaction, de la manifestation à un million et plus à l'Assemblée Nationale reste entièrement à l'ordre du jour.

Grèce : les masses réaffirment leur volonté.

LE SUCCES DU PASOK

Manifestement, Andreas PAPANDREOU et le PASOK ont réussi à remobiliser électoralement les masses populaires qui, par leur vote, les avaient portés au pouvoir en 1981. En 1981, le PASOK obtenait 48,07 % des suffrages exprimés. Aux élections européennes, ils n'en obtenaient plus que 41 %. Le 2 juin, son score remontait à 45,8 %. Tandis que le parti communiste de l'extérieur perdait 1 % des voix par rapport à 1981, mais obtenait tout de même 9,89 %. Au total, ces partis plus le PC de l'intérieur ont obtenu le 2 juin 1985 : 57,55 % des suffrages exprimés, le PASOK à la majorité absolue en élus. Certes, la Nouvelle Démocratie passe de 35,87 % en 1981 à 40,8 % en 1985. Elle n'en est pas moins battue.

Pour obtenir ces résultats, PAPANDREOU et la direction du PASOK ont répondu au moins sur un point précis aux sentiments profonds de la population laborieuse : rompre avec KARAMANLIS en décidant, huit jours avant l'élection par la chambre des députés du président de la République, de présenter comme candidat Christof SARTZETAKIS. Ensuite, peu de temps après l'élecion de ce dernier, ils ont répliqué à la campagne des partis bourgeois, par la dissolution de la chambre et de nouvelles élections. Pour comprendre, il faut savoir qui sont l'un et l'autre.

DEUX HOMMES SYMBOLES

KARAMANLIS est un homme politique bourgeois classique, jadis lié au pouvoir royal avant qu'en 1967 le roi n'abdique. Le 23 juillet 1974, les généraux grecs ont rendu le pouvoirs aux civils. Ils l'ont transmis à KARAMANLIS que tous les partis politiques ont soutenu. Par cette manoeuvre, la bourgeoisie grecque et l'impérialisme s'efforçaient d'éviter que la Grèce ne devienne un second Portugal en Europe. Déjà à l'automne 1973 c'était la révolte insurrectionnelle des étudiants d'Athènes accompagnée d'une mobilisation ouvrière contre le fascisme. En 1974, l'aventure engagée par les généraux à Chypre se termine par une catastrophe, la Turquie intervenant directement. Quelques jours avant la tansmission de pouvoir, KARAMANLIS avait déclaré : "Il faut restaurer la démocratie à Athènes et faire l'unité nationale. Demain, il sera trop tard". Lorsque la dictature militaire chute, les travailleurs descendent dans la rue par millions. Seul l'acharnement des partis ouvriers à soutenir KARAMANLIS évite la dislocation de l'Etat bourgeois.

Christof STARZETAKIS c'est "le petit juge" que TRINTIGNANT incarne dans le film "Z". Pour comprendre ce que cela signifie pour les masses populaires grecques, il faut rappeler à grands traits un demi-siècle de lutte de classe en Grèce. Au cours des années 1930, alors que la Grèce est officiellement déclarée en faillite, grèves et manifestations se succèdent. Bientôt, en réaction, s'instaure la dictature de METEXAS. Ce sont des dizaines de milliers d'arrestations, de déportations. En 1941, l'armée allemande occupe la Grèce. Ce sont 4 années de terreur et de combat des masses : 300 000 morts par la famine pour la seule année 1942, 70000 morts pour la seule année 1944, 550 000 morts en tout (8 % de la

population). En dépit de cela : la quasi totalité du territoire grec est sous contrôle des résistants et du Comité politique de Libération Nationale (dirigé par le PC grec) en mars 1944.

C'est alors que s'inscrit, dans la mémoire ouvrière, le prix de la trahison stalinienne : en octobre 1944 des troupes britanniques débarquent après avoir obtenu l'accord de STALINE et l'allégeance du PC grec au gouvernement fantoche de Georges PAPANDREOU. Fascistes et policiers mitraillent des manifestations. Ils arrêtent les militants ouvriers (85 000 arrestations entre 1945 et 1946). Ils organisent la terreur blanche. Le PC grec fait refluer politiquement les masses. Il protège l'armée britannique et le gouvernement fantoche de PAPANDREOU. Mais il ne peut empêcher en 1946 les travailleurs grecs de reprendre les armes. C'est alors trois années de guerre civile. Avec le soutien ouvert de STALINE, l'impérialisme US prend le relai de l'impérialisme britannique. Il y eut plus de 100 000 morts. Jusqu'en 1963, les travailleurs grecs subissent une répression extrêmement brutale.

Mais en 1963, la classe ouvrière reprend le combat. A nouveau grèves et manifestations se multiplient. Effrayée, la bourgeoisie se déchine. En mai 1963, le député LAMBRAKIS (incarné par Yves MONTAND dans"Z") est assassiné. L'enquête est confiée au juge STARZETAKIS qui, avec courage et intégrité, mènera jusqu'au bout l'enquête sur l'assassinat du député LAMBRAKIS. Pour cette raison, il sera arrêté et torturé lorsque les "colonels" auront pris le pouvoir.

DE 1967 A 1981

Le gouvernement KARAMANLIS (déjà) devait céder sa place au gouvernement de Georges PAPANDREOU dirigeant du parti bourgeois de "l'union du centre". Il entreprend de "démocratiser le régime". Mais la mobilisation des masses se poursuit. Pour "démissionner" Georges PAPANDREOU, la cour achète 45 députés du centre. Tandis que les masses sont canalisées par le parti stalinien derrière "l'union du centre", "contre le gouvernement du roi et des apostats", PAPANDREOU passe, en décembre 1966, un compromis avec le roi. C'est alors que Andreas (fils de Georges) PAPANDREOU devient pour les staliniens le nouvel espoir.

La crise s'accentue. Face à la menace de l'effondrement de l'ordre bourgeois, l'impérialisme américain décide d'un coup d'Etat. L'armée prend le pouvoir le 21 avril 1967. De nouveau c'est la terreur organisée contre la classe ouvrière, jusqu'à l'effondrement de la dictature en 1974.

Pour les masses grecques, STARZETAKIS symbolise la lutte contre la dictature militaire et tout ce qu'elle représente, la bourgeoisie et l'impérialisme, ce qui donne tout son sens à leur vote.

En 1974, Andreas PAPANDREOU crée le PASOK. L'appareil stalinien est très discrédité. La population laborieuse s'est rapidement regroupée derrière le PASOK prétendant se situer sur le terrain du socialisme. En trois élections il est passé de 11 % à 48 % des voix. La victoire électorale de 1981 signifie que les conséquences de l'écrasement de la classe ouvrière grecque en 1946-49 par l'armée bourgeoise, les bandes fascistes et les impérialismes anglais et américains et la collaboration de STALINE -l'une des pires défaites que la classe ouvrière mondiale ait connues au cours de ces 40 dernières années- est non seulement surmontée, mais que la classe ouvrière grecque a pris toute sa place dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale dont une nouvelle période s'est ouverte en 1968.

1981-1985 : LE GOUVERNEMENT PAPANDREOU

Les éléments qui viennent d'être rappelés indiquent clairement que la victoire électorale de 1981 ouvre une situation pré-révolutionnaire en Grèce. Le gouvernement PAPANDREOU ne peut être considéré comme un simple gouvernement de collaboration de classes. Toute la situation politique exige que pour endiguer et faire refluer la population laborieuse, la bourgeoisie ait recours à un gouvernement de type Front Populaire.

Disposant de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, avec le PASOK, Andreas PAPANDREOU, politicien bourgeois à la tête d'un parti hétérogène, mais occupant la place d'un parti ouvrier, a constitué un gouvernement du seul PASOK. Comme en 1936 le PCF en France, le KKE (parti communiste grec) ne participe pas au gouvernement (ce n'est pas nécessaire) mais le soutient. L'acte d'allégeance à la bourgeoisie grecque c'est tout simplement le repect des institutions, de l'Etat, de la société bourgeoise. C'est ainsi que KARAMANLIS a pu paisiblement rester de 1981 à 1985 président de la République pour la durée de son mandat.

Le P.C.I. a longuement attendu avant de caractériser ce gouvernement comme un gouvernement de front populaire. Quand il le fit, ce fut timidement, brièvement sans en tirer les conséquences. La plupart du temps, la presse du PCI préfère parler du "gouvernement du PASOK" ce qui peut laisser entendre que ce gouvernement serait susceptible de devenir un gouvernement ouvrier et paysan. Redoutable confusion qui rappelle le titre d'"Informations Ouvrières" à propos du gouvernement MITTERRAND-MAUROY-FITERMAN-CREPEAU : "le gouvernement à la croisée des chemins".

Durant quatre ans, la politique du gouvernement PAPANDREOU fut conforme à ce que la bourgeoisie attendait de lui. Si ce gouvernement fut parfois contraint de céder devant la mobilisation des masses, l'essentiel de sa politique fut de permettre à la bourgeoisie grecque de moderniser un appareil d'Etat inadapté, d'intégrer la Grèce au marché commun et de satisfaire les revendications du patronat contre la classe ouvrière. C'est ainsi que si la masse salariale augmente de 35 % en 1982 (avec une inflation d'au moins 24 %), les salaires sont bloqués de fait en 1983 par le gouvernement, entraînant la baisse du pouvoir d'achat. les fermetures d'entreprises et les licenciements se multiplient : le chômage passe de 2 % à plus de 10 %. Les grèves se multiplient : longue grève des employés de banques, des conducteurs d'autobus, des services publics dès 1982. Pour le premier trimestre de 1984, plus de 200 grèves.

Durant cette période, le parti stalinien est passé du soutien à la critique du gouvernement, tout en bloquant toute issue politique propre aux masses. Si PAPANDREOU n'avait pas rompu avec KARAMANLIS et décidé de faire élire STARZETAKIS, au terme de la législature, le retour d'une majorité parlementaire bourgeoise semblait joué.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT PAPANDREOU

Si toute l'expérience historique du prolétariat grec d'une part et l'élection de STARZETAKIS d'autre part ont amené les travailleurs grecs a voter de nouveau en masse pour le PASOK et dans une certaine mesure pour le KKE, rien n'est réglé pour autant. Non seulement PAPANDREOU n'a pas l'intention de satisfaire les revendications des masses, mais il a même annoncé une accentuation de sa politique de "rigueur" et de licenciements, de baisse du pouvoir d'achat. L'axe de sa politique, c'est le respect et le renforcement de l'Etat bourgeois en s'appuyant sur un parti constitué de toute pièce en 1974 (il n'y avait pas de tradition social-démocrate en Grèce) et qui tint sont premier congrès national ... en 1984. Ainsi le ministre Mélina MERCOURI affirme : "Nous devons à la fois créer de toute pièce une tradition socialiste et construire un Etat que la droite s'est toujours refusée à développer et à nourrir". Cette volonté de "construire" l'Etat bourgeois s'exprime aussi dans le respect des accords de Potsdam et Yalta. En dépit de l'exigence des masses grecques, PAPANDREOU a décidé le maintien des bases de l'armée américaine en Grèce, au moins jusqu'en... 1989.

Le deuxième gouvernement PAPANDREOU est de même nature que le premier. Le départ de KARAMELIS de la présidence de la République, l'élection de STARZETAKIS n'empêchent pas que ce gouvernement reste un gouvernement de type Front Populaire. En aucune façon, PAPANDREOU et le PASOK n'ont rompu avec la bourgeoisie. Que le gouvernement soit composé de ministres membres uniquemnt du PASOK n'y change rien. Pour autant que le PASOK occupe la place d'un parti ouvrier, il faut lui adresser la revendication : rupture avec la bourgeoisie.

PROGRAMME DU GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN ET PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Or, c'est seulement le programme du gouvernement ouvrier et paysan qui donne à cette revendication son contenu. Le PASOK dispose de la majorité absolue à la chambre : qu'il décide d'un gouvernement dont une des premières mesures sera la liquidation du corps des officiers, de la police, de toutes les forces répressives et de leurs complices, la haute administration, et l'appareil judiciaire, et qui aidera à la constitution de milices ouvrières et populaires armées. Dans ce pays dont la population laborieuse a été meurtrie depuis des décennies par les coups d'Etat, la dictature militaire, la répression, les masses populaires ne peuvent qu'être particulèrement sensibles à la mise en avant et à la réalisation de ces revendications qui seules peuvent garantir un nouvel ordre respectueux de la population laborieuse. Cela implique naturellement d'en finir avec les accords de soumission et de participation à l'OTAN. Pour réaliser cette politique, il faut détruire les vieilles institutions et appeler les masses à s'organiser en vue de constituer une république ouvrière et socialiste. D'autres mesures vont de paire : satisfaction des revendicatons ouvrières et de la paysannerie pauvre ; expropriation des banques, des assurances, des grandes sociétés capitalistes, grecques et étrangères, des grands propriétaires terriens ; établissement d'un plan de production élaboré et appliqué sous le contrôle ouvrier. Ces revendications, ce programme, adressés au PASOK sont autant de moyens pour appeler les masses à s'organiser et à combattre par leurs propres méthodes pour leur réalisation. Tel devrait être l'axe politique d'un parti ouvrier révolutionnaire en Grèce ou de l'organisation qui combat pour le construire.

Hélas, la crise qui a disloqué la IVe Internationale a empêché qu'en Grèce se construise ce parti. Néanmoins, depuis quelques années il existe en Grèce un petit noyau trotskyste lié au PCI et à IVe Internationale-CIR. Il ne s'agit pas d'une véritable organisation. Mais de plus ce noyau est désarmé par l'orientation que formule la direction du PCI. Ainsi I.O. n° 1213 écrit : "Un vote contre la constitution", et l'article précise :

> "La base militante et les cadres du PASOK imposaient la rupture avec celui qui incarne les institutions anti-démocratiques mise en place par les sommets de la bourgeoisie afin de stabiliser son régime après la chute des colonels".

Une telle interprétation vide de son contenu le vote du 2 juuin. Les masses ont voté pour approuver l'élimination du candidat de la bourgeoisie à la présidence et dans ce sens pour la rupture avec elle.

Tribune Internationale n° 25 en rajoute :

> "L'éloignement de KARAMANLIS a montré que la satisfaction du mandat populaire... c'est une question de volonté politique de la majorité actuelle du gouvernement et de la majorité du parlement. Il a montré la capacité du mouvement à imposer sa volonté".

Cette façon de présenter les choses s'appelle l'art et la manière d'esquiver les vrais problèmes. La volonté de la population exploitée et opprimée doit être clairement exprimée par un programme et une politique. C'est la tâche de l'organisation où du noyau politique qui construit le parti révolutionnaire. Elle doit ouvrir une voie aux masses pour imposer leurs volontés et leurs aspirations, s'organisar elles-mêmes pour les faire valoir, pour engager, selon leurs propres moyens et méthodes de classe, le combat. Finalement c'est seulement la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui permettra d'aller de l'avant sur la voie qui mène au socialisme, car c'est aussi de cela dont il s'agit en Grèce.

ERRATA. Deux erreurs ont été relevées dans le C.P.S. N°2 de mai 1985,:
1°- page 2, 4° paragraphe, 3°ligne: il faut lire: "...Mais ils sont partisans d'une loi électorale qui LUI assure..." -et non :"... qui LEUR assure..."
2°- page 2,dernière ligne du 5° paragraphe(au dessus de "VERS L'ECHEC") ,lire : "...MITTERRAND, son gouvernement, les dirigeants du P.S. ..." et non:"...les dirigeants du P.C.F..

I. O. et le P. C. I. après la 2ème conférence pour le M. P. P. T.

LIBRE DEBAT ? OUI, MAIS AVEC QUI ET SUR QUELLES BASES ?

Contrairement à ce que voudrait faire croire la direction actuelle du P.C.I. et le comité de rédaction d'I.O. nouvellement élu par la IIe Conférence pour le "M.P.P.T."(Mouvement pour un parti des travailleurs), le caractère et la nature des articles d'Informations Ouvrières ne relèvent pas de la simple et saine confrontation des points de vue entre composantes du mouvement ouvrier mais du révisionnisme organisé, systématique et du confusionnisme centriste et petit bourgeois.

Ce constat, cette inquiétude doivent être aujourd'hui ceux de centaines de militants du P.C.I., mais c'est par un lecteur non membre du P.C.I. qu'ils sont le plus clairement exprimés dans I.O. n° 1210. Jean RANDE écrit :

> "Chers Camarades, c'est avec surprise que je vois publier depuis peu dans Informations Ouvrières, dédouanés par le tampon "Tribune libre de la lutte de classes", certains articles dont je me demande en quoi ils contribuent à la construction du Mouvement pour un Parti des Travailleurs".

Jean RANDE cite en le commentant le passage d'un article de I.O. n° 1208 signé A. CORPELLE qui affirme :

> "Un mot d'ordre impératif "pas un seul licenciement" relève de la démagogie.
>
> "Les entreprise capitalistes prônent les restructurations nécessaires de l'économie" (et de préciser) "c'est évident" (au cas où vous n'auriez pas compris) sans même parler du péremptoire : " révolution dont personne ne veut ".

Jean RANDE continue :

> "Comme vous, je reconnais les vertus immenses du libre débat. Mais sur quelles bases . Car si de telles affirmations s'inscrivent dans la plate-forme pourtant vaste "Unité et Démocratie", alors je ne comprends plus rien, malgré dix ans de lecture d'Informations Ouvrières".

Et encore :

> " Non décidément, l'article d'A. CAPELLE ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes ."

Jean RANDE conclut :

> "Ou alors, qu'un article comme celui d'A. CAPELLE donne lieu simultanément à une réponse du comité de rédaction."

Si nous citons aussi longuement l'article de ce militant, c'est comme nous l'avons écrit qu'il fait écho aux inquiétudes de centaines de militants du P.C.I.

LA REPONSE TRUQUEE DE LAMBERT

La direction révisionniste du P.C.I. ne s'y est d'ailleurs pas trompée qui répond à Jean RANDE. Mais face aux questions directes, à l'argumentation correcte en l'occurence de RANDE, LAMBERT, qui a abandonné le langage du trotskysme cafouille et ruse. Il ne répond pas, il déporte la discussion. Que dit-il ? :

> "Certes, j'estime avec le camarade RANDE que le camarade CAPELLE se trompe." (C'est bien le moins !) et LAMBERT continue : "Mais jusqu'à

preuve du contraire, son point de vue est pour le moins partagé par bon nombre de dirigeants de tous les syndicats. Alors, faudrait-il en déduire que la C.G.T. ne ferait plus partie du mouvement ouvrier parce qu'elle se prononce en fait pour les licenciements ?"

Et plus loin :

"Je ne vois pas pourquoi il faudrait exclure de la tribune libre de la lutte des classes des militants qui ne partagent pas les positions du P.C.I., ou qui défendent les positions de la direction de la C.G.T."

Lamentable tour de passe-passe ! LAMBERT continue son numéro de prestidigitateur de patronage. Il déclare que la plate-forme "Unité et Démocratie" intègre le "combat pour la démocratie ouvrière" (à notre connaissance la démocratie ouvrière n'a jamais impliqué pour un militant révolutionnaire de véhiculer dans son journal les idées des forces ennemies).

LA "DEMOCRATIE" OUVRIERE ET LE STALINISME"

"Il s'agit de la démocratie dans le mouvement ouvrier tel qu'il est. Et la plus grande critique à porter contre les dirigeants staliniens est, avant tout, celle-ci : ils sont au premier rang pour étouffer par tous les moyens bureaucratiques et même la violence, la libre discussion, le libre débat entre militants de toutes tendances politiques et syndicales."

Là, LAMBERT qui utilise depuis un certain temps un langage qui autrefois n'était pas le sien, pour la défense aujourd'hui d'intérêts qui ne sont pas ceux de la construction du P.C.I. et de la marche au socialisme, touche un sommet et confond, pour le moins, l'effet et la cause. Car, non pas "la plus grande critique" que l'on doit faire, mais <u>le plus grand crime</u> dont on doit accuser les dirigeants traîtres des organisations ouvrières traditionnelles et les staliniens en particulier, est celui-ci : "Vous prétendez représenter et défendre les intérêts de la classe ouvrière, vous profitez de ses conquêtes, vous vous appuyez sur ses combats, vous usurpez ses victoires et la plus grande de toute la révolution russe d'octobre 1917 et vous faites cela pour mieux lui mentir, la tromper, la trahir. Vous faites cela pour le maintien et la préservation des intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie auxquelles vos propres intérêts sont liés." <u>Voilà la cause !</u>

Pour y parvenir, ces dirigeants sont obligés d'user de tous les moyens pour empêcher au sein du mouvement ouvrier, la libre discussion. <u>Voilà l'effet !</u> .

LAMBERT, dans l'organisation à laquelle il appartient <u>mais qui ne lui appartient pas</u> , a, avec son mini-appareil, usé sans vergogne de toutes les méthodes qu'il prétend reprocher aux grands appareils, pour empêcher la libre discussion. Il est particulièrement mal venu d'expliquer cela à Jean RANDE, c'est-à-dire en réalité aux militants du P.C.I. qui s'interrogent.

GREVE GENERALE ET GAUCHISME

Dans I.O. et de façon accélérée sous la direction du comité de rédaction nouvellement élu et truffé de non-trotskystes, s'étalent tour à tour le populisme le plus plat et la démagogie gauchiste la plus effrénée comme expressions particulières du révisionnisme liquidateur de l'actuelle direction du P.C.I.

Ainsi, on peut lire dans I.O. n° 1210 des extraits du discours de Josette LOGEREAU le 11 mai à la Mutualité et avant la manifestation...

"Oui, nous sommes ici plusieurs milliers, mais nous représentons des centaines de milliers. Nous sommes leurs mandataires, nous avons un mandat : celui-là même qui nous a été donné ces dernières semaines par les ouvriers dans les usines, par les chômeurs, les mères de famille. Ce

> mandat, c'est cette aspiration profonde de toute la classe ouvrière : Assez de misère ! Plus un seul licenciement ! Pas un chômeur de plus !"... "C'est là notre force. Ce mandat nous l'accomplirons. Nous l'accomplironé dès lundi dans nos usines."

Josette LOGEREAU, à qui nous souhaitons quelques années en usine, cela ne pourra lui faire que du bien, termine en apothéose :

> "Répétons-le, ou nous serons écoutés ou il y aura la grève générale !"

Après avoir été reçue par Serge FOURNIER, représentant de MERMAZ, elle explique aux manifestants ce qu'elle lui a dit :

> "<<Ou le gouvernement nous écoutera, ou il aura la grève générale>>. Nous lui avons dit que c'était là l'essentiel de notre mandat."

Il est des affirmations qui se réaliseront nécessairement un jour ou l'autre. Ainsi, dans son combat contre le capital, à un moment ou à un autre, la classe ouvrière aura inévitablement recours à la grève générale. Mais le problème n'est pas d'affirmer "Il y aura la grève générale". La tâche du P.C.I. devrait être d'indiquer la voie de sa réalisation, de contribuer à dégager cette voie des obstacles qui la barrent, en luttant pour le Front Unique Ouvrier, en posant le problème du pouvoir et en indiquant comment il peut être résolu.

Ce ne sont pas les incantations et les injonctions de LOGEREAU-LACAZE-BRIOSO et consort qui y contribuent, bien au contraire. Leur orientation et les méthodes qu'ils utilisent sont aussi contradictoires au combat pour le F.U.O. que la soi-disante construction du M.P.P.T. est contradictoire à la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire.

UNITE A LA BASE ET FRONT UNIQUE OUVRIER

Dans le même n° 1210 d'I.O., en article leader, des extraits du discours de Marc GAUQUELIN du 11 mai, sont publiés :

> "Camarades, dans ce meeting nous sommes tous unis. Comme tous les travailleurs de ce pays le sont. Il nous faut le dire avec force, c'est ici que s'exprime la véritable situation de la classe ouvrière de notre pays . C'est ici, dans notre unité . Qu'on ne nous dise pas, à nous, qu'aujourd'hui les travailleurs sont divisés lorsque le gouvernement et le capital s'acharnent à porter les coups que nous connaissons contre la classe ouvrière."...

C'est supposer résolu un problème pour ne pas avoir à le résoudre parce que l'on ne veut pas contribuer à le résoudre. C'est complètement faire fi des directions traîtres du mouvement ouvrier, à tout niveau, dans les organisations syndicales et politiques qui s'opposent à toutes perspectives et à tous mots d'ordre centralisateurs et unificateurs qui organisent systématiquement la division. L'affaire S.K.F., sur une orientation ultra-gauche du P.C.F. en est le dernier et exemplaire avatar.

Le nombre de journées de grève n'a jamais été aussi bas depuis 1979 et LACAZE le sait, mais il fait semblant de confondre un meeting de quelques milliers de militants et la réalisation du Front Unique Ouvrier. C'est sa façon à lui de s'opposer à l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations pour la manifestation centrale à l'Assemblée Nationale et pour la préparation véritable de la grève générale.

D'ailleurs, dans le n° 1212 d'I.O. en page 6, un travailleur cégétiste de Creusot-Loire-Chalon, après avoir expliqué qu'il avait avec ces camarades pratiqués toutes "sortes d'actions" dit :

"En tout cas, moi et beaucoup d'autres on se retrouve dehors. IL N'Y AVAIT PAS L'UNITE ."...

Un autre de FRAMATOME-LE CREUSOT :

"Au Creusot la division existe , elle a été orchestrée par un tas de responsables jusque dans mon propre syndicat, sans quoi il n'y aurait pas eu de licenciements ."

Est-ce à dire que l'unité est impossible ? Certes non. Mais il faut combattre en permanence pour la réalisation du F.U.O., lequel inclut les organisations ouvrières, comme les travailleurs. C'est en exigeant la réalisation du F.U.O. que les travailleurs se mobiliseront, se mettront en mouvement et submergeront les appareils bureaucratiques et que finalement ils les briseront.

LE REVISIONNISME LIQUIDATEUR DOIT ALLER A SON PAS

Sans arrêt LAMBERT doit redonner la cadence pour tenter de faire marcher son mini-appareil et ses collaborateurs proches ou occasionnels d'un même pas et ne pas être dépassé dans son révisionnisme liquidateur du P.C.I.. Ainsi, dans le P.V. du comité de rédaction d'I.O. n° 93 peut-on lire :

P. LAMBERT :
"Je propose qu'on inscrive Tribune libre du mouvement pour un parti des travailleurs en haut des pages "Tribune libre"."

P. SICRE :
"Ne devrait-on pas mettre "Tribune libre du mouvement pour un parti des travailleurs" dans le titre du journal ?"

P. LAMBERT :
"Le journal doit refléter le Mouvement pour un parti des travailleurs tel qu'il est : un mouvement en marche. Il ne faut pas cristalliser ce qui est en mouvement. Des courants vont se dégager du mouvement ouvrier officiel. Il faut leur laisser la possibilité d'être partie prenante. Je ne suis pas d'accord avec les propositions de SICRE."

A. LANGEVIN :
"Si nous le mettons dans le titre, cela voudrait dire que le Mouvement pour un parti des travailleurs serait la propriété du P.C.I.."

Si nous suivons bien LANGEVIN, il serait particulièrement fâcheux que quiconque puisse croire et penser que le M.P.P.T. soit la propriété du P.C.I. au moment justement où lui, LANGEVIN, avec LAMBERT, LACAZE, SICRE et autre ROBEL, travaillent d'arrache-pied à ce que ce soit le P.C.I., ses militants, son organisation, ses finances, son journal qui deviennent la propriété du M.P.P.T. Dont acte !.

Des centaines de militants trotskystes du P.C.I. ne l'entendront certainement pas de cette oreille. Le Comité pour le redressement politique et organisationnel du P.C.I. les y aidera.

IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?IO?

BULLETIN D'ABONNEMENT A: "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 numéros : 50 Fr.

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

DATE: Payé par:

Envoyer à Stéphane JUST BP 154- 92804 PUTEAUX CEDEX.

Le «Règne de la raison n'était rien d'autre que le règne de la bourgeoisie".
(Frédéric Engels)

La direction de la Fédération des Conseils de Parents d'élèves (FCPE) se prononcè pour la participation, la cogestion, l'autogestion...bref pour l'organisation de "nouveaux rapports" entre "les pouvoirs publics" et les travailleurs. Elle reprend ainsi à son compte la logique corporatiste de la Vème République, fondée sur l'association capital-travail, et visant à ligoter la classe ouvrière et à asservir ses organisations à l'Etat.

Contre cette position de la FCPE, le PCI mobilise ses militants pour faire signer un "appel pour la démocratie", préfacé par un de ses dirigeants, J.C. Cambadélis.

Mais pourquoi dans cet appel la FCPE est-elle seule mise en cause ? Elle n'est ni la première ni la plus importante organisation à prendre une telle position : la CFDT l'a fait de longue date, et c'est sur cette ligne que le gouvernement d'Union de la Gauche, avec l'approbation du PS et du PCF, s'est chargé d'instituer la décentralisation-régionalisation qui doit en fournir le cadre, et dont le refus en 1969 a provoqué la chute de De Gaulle.

En cherchant bien on trouve bien, au delà de la FCPE, une allusion évasive à "des milieux politiques et socio-économiques les plus divers" où "d'aucuns ambitionnent de faire de ces projets et théories l'instrument en 1986 de l'Union sacrée de tous"... Quelle limpidité ! Pourquoi ne pas appeler un chat un chat, et désigner clairement la responsabilité gouvernementale si l'on veut vraiment mettre en échec sa politique et ceux qui s'y associent ?

C'est qu'il ne s'agit pas de cela. "L'appel pour la démocratie" n'est pas destiné aux travailleurs. Il n'a pas pour but la lutte pour leur indépendance de classe et celle de leurs organisations, contre le gouvernement qui veut les mettre en cause. L'appel "pour la démocratie" se situe entièrement sur le terrain de la bourgeoisie, politiquement aussi bien qu'idéologiquement. La position de la FCPE n'est qu'un "point de départ", comme le dit Cambadélis, pour une opération qui n'a rien à voir avec la lutte contre la décentralisation et le corporatisme et qui vise simplement à accentuer l'alignement des positions du PCI sur celles du réformisme le plus éculé.

"RETOUR" A DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ?

Qu'attendaient en effet les signataires de l'appel de la part des gouvernements nommés par Mitterrand ? C'est écrit en toutes lettres : "s'attaquer à une réforme qui devrait se traduire par le retour à des institutions démocratiques." S'il s'agit de "retour", c'est qu'elles ont existé...

Cambadélis et ses cosignataires savent pertinemment que la démocratie parlementaire bourgeoise de la IIIème et de la IVème Républiques assurait à cette classe les conditions politiques et juridiques de sa domination, lui permettait d'exploiter sans honte les peuples coloniaux, et de réprimer par la force les grèves ouvrières comme de mobiliser des millions d'hommes pour les envoyer au massacre. Peu leur importe: l'essentiel est de ne pas ouvrir de perspective de rupture avec la bourgeoisie, de combat pour le socialisme.

C'est aussi le contenu des critiques faites par l'appel aux institutions de la Vème République. Que lui reproche-t-ils? d'avoir été mises en place par De Gaulle en 1958 pour assurer la cohésion de la classe dominante, rassemblée autour d'un "bonaparte"pour mieux faire face à sa crise, et par conséquent pour mieux assurer la soumission des travailleurs aux besoins du capital ? Non. Ce qui leur est reproché, outre qu'elles ne sont paraît-il pas "conformes à la civilisation" (?), c'est qu'elles "déséquilibrent la vie politique et économique. Les droits et les attributions de l'Assemblée nationale sont niés, rendant illusoire l'équilibre institutionnel."

On croit rêver. Qu'est-ce qui différencie ce langage - et cette analyse - de celui de n'importe quel membre de la "classe politique" dissertant sur la meilleure façon d'assurer la stabilité des institutions "civiles" ?

Les choses sont claires: il ne s'agit pas de se placer du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et de la population laborieuse, mais du point de vue d'un fonctionnement plus équilibré, plus "raisonnable", plus "civilisé", du système capitaliste, qui ne doit pas être mis en cause. En effet : "La démocratie politique" proclame l'appel,"suppose la confrontation des intérêts contradictoires, essentielle a une démocratie vivante"

Or quels intérêts plus contradictoires que ceux des capitalistes d'un côté, des prolétaires de l'autre ? La"démocratie" dont se réclame Cambadélis implique le maintien de ces intérêts, donc du régime de l'exploitation, le régime capitaliste, la pérennité de la domination de classe de la bourgeoisie.

"LE SIECLE DES LUMIERES" A LA RESCOUSSE

Mais de plus, la conception selon laquelle le système démocratique est la forme politique indispensable à la confrontation d'intérêts contradictoires n'est rien d'autre que l'idéologie du libéralisme classique par laquelle la bourgeoisie justifiait et fondait son régime politique sur les besoins de la concurrence entre capitalistes et sur sa "liberté" d'exploiter le prolétariat. Cette conception est celle des idéologues bourgeois d'il y a deux siècles.

On comprend dès lors pourquoi l'appel invoque l'autorité de Montesquieu, théoricien de la séparation des pouvoirs et de la "démocratie de délégation". En fait Montesquieu préconisait une monarchie tempérée, "équilibrée" par une représentation de la bourgeoisie, avec un partage des pouvoirs. Lorsque les signataires se déclarent"attachés à séparation des pouvoirs", ils oublient que la Révolution français elle-même, dont ils glorifient l'héritage, ne l'a pas respectée: à son sommet, la Convention a concentré législatif, exécutif et judiciaire, comme le feront plus tard la Commune, et les soviets de la révolution russe. Lorsqu'ils affirment avec Montesquieu que "la véritable démocratie repose sur la délégation de pouvoirs", ils oublient encore deux choses :

- que cette définition convient parfaitement pour justifier n'importe quel régime présidentiel, y compris celui de Reagan ou de la Vème République, et toutes les monarchies constitutionnelles...Elle est compatible avec les référendums et les plébiscites, et donc avec les pratiques du gouvernement actuel, qui après tout ne fait qu'exercer, a sa guise, les pouvoirs qui lui ont été délégués en 1981;

- que la critique marxiste et l'histoire des révolutions depuis un siècle ont fait justice de cette conception, et établi la démocratie directe, celle des soviets et des conseils,russes, espagnols, hongrois, etc..., avec contrôle permanent des responsables, révocables à tout moment, comme seule forme politique correspondant à une véritable émancipation des travailleurs.

L'idéologie "des lumières" était un facteur de progrès lorsque la bourgeoisie français s'attaquait au régime féodal et préparait la révolution de 1789 qui allait lui donner le pouvoir. Elle a ensuite servi à mystifier les travailleurs au nom du respect des "valeurs éternelles" édictées par la classe possédante. Elle est étrangère à la classe ouvrière, et la présenter aujourd'hui comme une réponse politique à la situation actuelle est, au sens propre du terme, réactionnaire. Prôner le "retour" à une forme de"démocratie" où le radicalisme était roi, ne peut constituer une issue pour la classe ouvrière. On ne peut exclure qu'en cas d'offensive des masses, le vieux parlementarisme renaisse de ses cendres: ce serait comme barrage, comme une nouvelle ligne de défense dressée devant le danger révolutionnaire, pour assurer la pérennité de l'Etat bourgeois.

RALLIEMENT A L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

J.C. Cambadélis dans sa présentation entend avoir des vues plus hautes, au niveau des principes et des "idées".

Il défend "l'unité de la République", fondée, paraît-il sur "l'édifice des institutions démocratiques." Il oublie que c'est justement pour garantir cette unité, mise en danger par l'impuissance des gouvernements successifs face au

problème algérien, que la Vème République a été fondée, réalisant l'Union nationale autour de DeGaulle-Bonaparte.

Il défend "l'idée de la souveraineté de la représentation nationale"qui "seule fonde l'égalité en droit des citoyens". Autant d'abstractions qui "oublient" encore qu'il n'existe aucune égalité en fait (et même le plus souvent en droit) entre les millions de chômeurs et les maîtres du CNPF ou leur personnel politique. L'issue proposée par Cambadélis aux "fins de droit" voués a la misère, c'est de penser qu'ils sont des"citoyens"bénéficiant d'une représentation nationale souveraine !

Le journaliste-détective Rouletabille était persuadé que pour trouver la solution d'un problème, il suffisait de s'appuyer sur "le bon bout de la raison". C'était aussi ce que proclamaient les idéologues bourgeois des Lumières. Depuis, les travailleurs ont appris a apprécier le caractère tout relatif des "idées". Ils l'ont appris "sur le terrain du réel" comme l'écrit Engels, où ce sont les intérêts des classes sociales en lutte qui règlent la marche de la société.

Cela n'empêche pas Cambadélis-Rouletabille de partir en guerre contre les "contempteurs modernes de la raison" et de s'appuyer sur celle-ci pour défendre, en toutes lettres "le projet des Lumières, considéré en lui-même" (c'est à dire, si l'on comprend bien, en dehors du temps et de l'espace ?). Il en rajoute : ce qu'il met en avant, ce n'est pas la marche indispensable vers une société socialiste, mais l'émancipation "de l'homme" par "des idées comme celles de progrès, de justice, de vérité"...En quelques lignes, tout l'arsenal idéologique de la bourgeoisie y passe: il n'y manquera bientôt que l'amour et la charité.

Cambadélis est un éminent dirigeant du PCI. Cela ne l'empêche pas de jeter aux orties les acquis les plus élémentaires du marxisme dont il se réclame. Ce n'est pas nous qui le lui disons, mais Engels lui-même :

> "Nous savons aujourd'hui que ce règne de la raison n'était rien d'autre que le règne idéalisé de la bourgeoisie; que la justice éternelle trouva sa réalisation dans la justice bourgeoise; que l'égalité aboutit à l'égalité bourgeoise devant la loi; que l'on proclama comme l'un des droits essentiels de l'homme...la propriété bourgeoise; et que l'Etat rationnel, le contrat social de Rousseau ne vint au monde,et ne pouvait venir au monde, que sous la forme d'une République démocratique bourgeoise."
>
> (Frédéric ENGELS - Anti-Dühring , chap. 1er)

Ce n'est pas au nom des pseudo-valeurs éternelles de la République, ni au nom de la "démocratie de délégation", ni au nom des "Lumières" d'il y a deux siècles, qu'on peut combattre les dispositifs anti-ouvriers du corporatisme, de la décentralisation-régionalisation, de la "participation" gaulliste ou CFDTiste. Ce n'est pas de cette façon qu'on peut défendre l'école publique et les intérêts des enfants. Ce n'est pas ainsi que les parents d'élèves peuvent s'opposer aux positions prises par la direction de la FCPE.

C'est en ouvrant la perspective d'une autre issue, où les travailleurs interviennent directement sur la scène politique, avec leurs moyens et méthodes de classe, en posant ouvertement le problème du gouvernement.

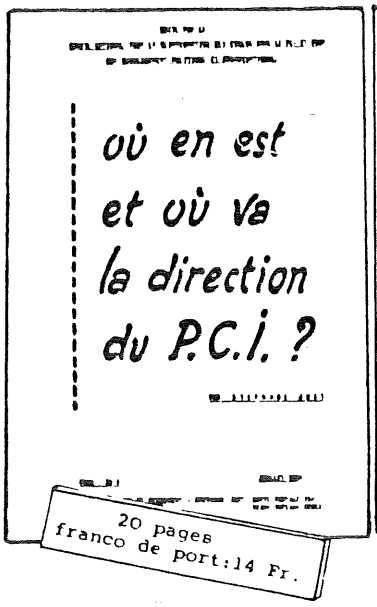
C'est en combattant pour le socialisme, que Cambadélis abandonne.

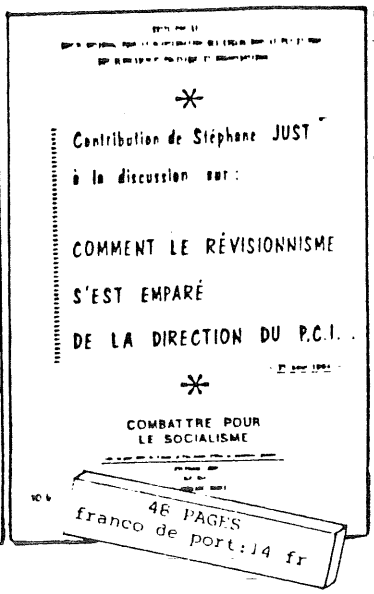
COMITE POUR LE REDRESSEMENT POLITIQUE

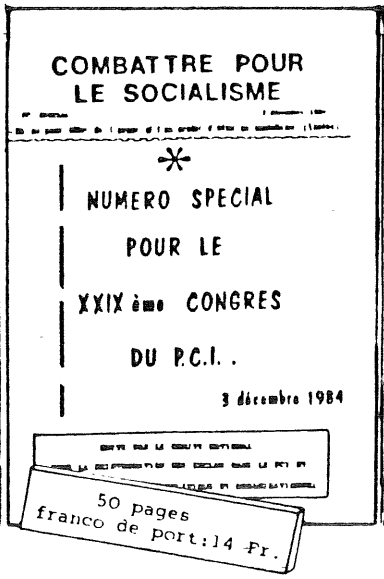
ET

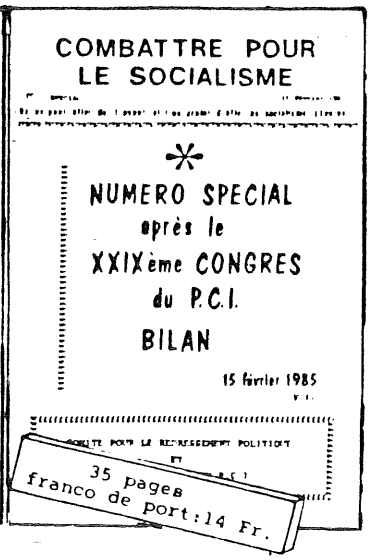
ORGANISATIONNEL DU P.C.I.

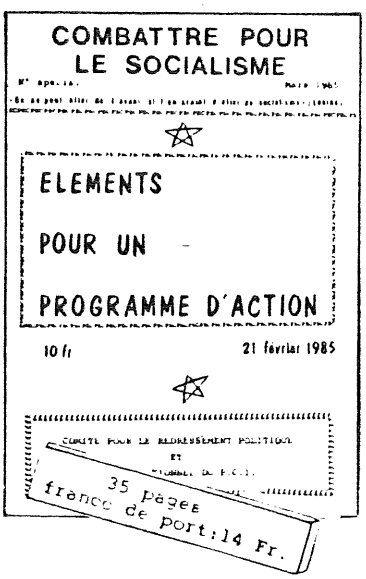
Directeur de la publication : Stéphane JUST.
Commission paritaire : en cours.
Imprimerie spéciale.

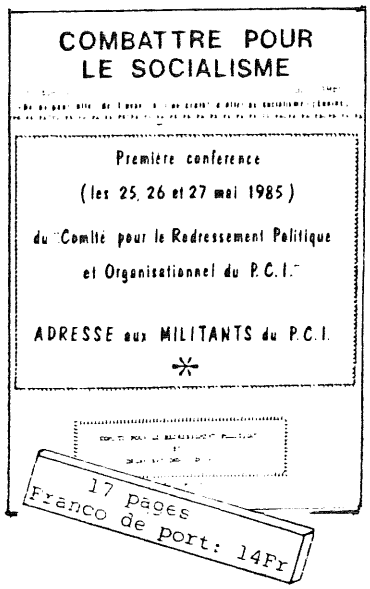












PRIX FRANCO DE PORT:

Une	brochure :	14 Fr
Deux	brochures:	27 Fr
Trois	brochures:	37 Fr
Quatre	brochures:	47 Fr
Cinq	brochures:	57 Fr
Six	brochures:	67 Fr

De nombreux camarades du PCI nous ont demandé nos brochures. C'est le début d'un acte politique important mais encore insuffisant.
Si tu as des points d'accords, il faut également participer:

1) Financièrement en nous envoyant une contribution financière.
2) En nous achetant les brochures
3) En t'abonnant à COMBATTRE POUR LE SOCIALISME.
4) En nous transmettant l'adresse de camarades dont tu désirerais qu'il reçoivent nos documents.

BULLETIN D'ABONNEMENT A: COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

10 numéros : 50 Fr.

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

DATE: Payé par:

Envoyer à Stéphane JUST BP 154- 92804 PUTEAUX CEDEX.